

Israël, 75 ans d'histoire et de crises

2/4

PROCHE-ORIENT

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclamait la création de l'Etat israélien. Septante-cinq ans plus tard, qu'est devenue l'utopie sioniste ? Comment la mémoire palestinienne de la « Nakba », la « catastrophe », perdure-t-elle ? Et surtout qu'est devenu Israël ?

De Theodor Herzl aux religieux messianiques : le nouveau visage du sionisme

L'Etat d'Israël procède d'une doctrine et d'un mouvement politique : le sionisme. Retour sur cette notion controversée, vantée comme « émancipation du peuple juif » ou dénoncée comme « mouvement colonialiste ».

Glossaire

Antisémitisme

haine des Juifs, parfois violente, qui peut aller jusqu'aux pogroms ou, stade ultime, au génocide.

Balfour (Déclaration) le 2 novembre 1917, Londres s'engage à promouvoir l'établissement d'un foyer national juif en Palestine.

Diaspora « dispersion » en hébreu, mot désignant les Juifs dispersés à travers le monde.

Herzl (Theodor) journaliste austro-hongrois, fondateur du sionisme politique.

Palestine territoires situés entre le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte, longtemps sous domination ottomane. Ils passèrent sous mandat britannique à la fin de la Première Guerre mondiale et jusqu'en 1948. Lors des conflits de 1948 et de 1967, l'Etat d'Israël s'en empara. Les Palestiniens réclament les territoires occupés en 1967 (22 %) pour bâtir un Etat souverain.

Pogroms massacres ciblant les communautés juives d'Europe centrale et de l'Est à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Shoah ou Holocauste génocide des Juifs perpétré par l'Allemagne d'Adolf Hitler lors du second conflit mondial qui fit 6 millions de victimes.

Sion colline de Jérusalem qui symbolise la Terre promise pour les Juifs religieux.

Sionisme mouvement d'émancipation des Juifs prônant leur retour sur « la Terre d'Israël » de leurs ancêtres

BAUDOUIN LOOS

De quoi le sionisme est-il le nom ? Alors que l'Etat d'Israël vient d'atteindre l'âge de 75 ans, il peut être utile de rappeler comment le concept même de cet Etat a pris ses racines. Israël, comme Etat contemporain, n'existerait en effet pas sans le sionisme politique, imaginé par un journaliste hongrois travaillant à Vienne à la fin du XIX^e siècle, Theodor Herzl.

Celui-ci prit conscience de l'ampleur de l'antisémitisme européen lors du procès, à Paris en 1894, du capitaine français Alfred Dreyfus, qui fut condamné à la prison à perpétuité pour trahison. Le militaire, innocent, payait pour sa judéité, ce qui sera prouvé plus tard. C'en était trop pour un Herzl déjà sensible au sort funeste des communautés juives d'Europe de l'Est en proie à d'horribles pogroms particulièrement meurtriers depuis une douzaine d'années.

Le journaliste écrivit alors un livre, *L'Etat des Juifs*, dans lequel il expliqua sa solution à ce qu'il considérait comme un problème insoluble en Europe : l'irrésistible hostilité qu'inspirait à de larges pans des populations locales l'existence d'une minorité juive en leur sein. Il ne ménagea dès lors plus aucun effort pour arriver à ses fins. Non sans succès : au congrès de Bâle, dès 1897, il réunit des centaines de délégués surtout venus d'Europe de l'Est, qui avalèrent son « plan de réunification nationale juive ».

Herzl fit même preuve de prémonition puisqu'il écrivit, quelques jours après le congrès : « A Bâle, j'ai créé l'Etat juif. Si je disais cela aujourd'hui publiquement, un rire universel serait la réponse. Dans cinq ans peut-être, dans 50 sûrement, tout le monde comprendra ». Et, en effet, 50 années plus tard, David Ben Gourion lisait à Tel-Aviv la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël...

Un mouvement longtemps minoritaire

La mise en œuvre du sionisme n'a pas coulé de source. L'ambition de « retourner sur la Terre d'Israël » est longtemps restée une posture politique minoritaire parmi les Juifs. Et il faut bien admettre que, jusqu'à aujourd'hui, alors que le sionisme est devenu populaire dans le monde juif, ceux qui passent à l'action et « montent en Israël » le font très majoritairement pour fuir parfois l'antisémitisme, souvent pour améliorer leurs conditions de vie, rarement pour s'émanciper...

Le gouvernement britannique marqua l'histoire du sionisme d'une pierre blanche le 2 novembre 1917 en rendant publique la fameuse « Déclaration Balfour » qui posait que le Royaume-Uni envisageait « favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif », et disait qu'il « emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif ». Le célèbre journaliste et écrivain juif britannique Arthur Koestler eut cette formule amère pour résumer le texte : « Une nation a solennellement promis à une autre le territoire d'une troisième ». Sur le terrain, l'arrivée de vagues



Face à la montée de l'antisémitisme, Theodor Herzl, journaliste hongrois, théorisa le sionisme politique à la fin du XIX^e siècle.

© PHOTO NEWS.



Le 14 mai 1948, le Premier ministre David Ben Gourion proclamait l'indépendance de l'Etat d'Israël.

© AFP.

A Eviatar, en Cisjordanie, des colons juifs manifestent pour obtenir la légalisation d'un avant-poste. Le mouvement messianique a gagné en intensité ces dernières années.



En 1967, Moshe Dayan et Yitzhak Rabin faisaient leur entrée dans la Vieille ville de Jérusalem, à l'issue de la guerre des Six jours.

© REUTERS.

d'immigrants juifs, surtout après qu'un mandat sur la Palestine eut été confié au Royaume-Uni à la suite du premier conflit mondial, suscita d'ailleurs rapidement une levée de boucliers de la part de la population locale, qu'on appelait les Arabes palestiniens. Ceux-ci dénonçaient ce qu'ils percevaient comme un colonialisme, qui se superposait à celui déjà imposé par Londres. Des heurts parfois très sanglants se multiplièrent et les Britanniques réprimèrent dans le sang une grande révolte arabe entre 1936 et 1939 qui décima les rangs de l'élite palestinienne. Pendant ce temps, les Juifs s'organisaient en Palestine, l'hébreu renaissait comme langue moderne et comme premier succès tangible des sionistes, alors que certains groupes juifs passaient même à l'action terroriste.

Le rôle décisif de la Shoah

La Shoah, donc postérieure à la naissance du sionisme et à ses débuts en Palestine, joua ensuite un rôle décisif pour la création par les Juifs d'un Etat. Le politologue israélien Denis Charbit nous le

disait à Tel-Aviv en 1998 : « Les nations ont dû attendre le génocide pour ne plus s'opposer à l'idée sioniste. La Shoah a créé le contexte moral propice pour faire passer le projet politiquement ». Une réalité qui résonne autrement du côté palestinien : « Après l'Holocauste », déclarait en 1997 dans nos colonnes le politologue Bichara Khader, « le soutien au sionisme devient presque une vertu, tant était grand le sentiment collectif de culpabilité à l'égard des Juifs. Pendant longtemps, Israël sera "l'espace sacré et intouchable" de la conscience occidentale ».

Ce monstrueux génocide industriel est devenu une référence au-dessus de toutes les autres dans l'Israël moderne. « Le discours de la Shoah domine notre vie, nous enfonce dans un sentiment de victimisation », expliquait en 2008 au *Soir* Avraham Burg, ancien président de la Knesset (le Parlement israélien) et de l'Agence juive. « Non sans conséquences. Ainsi, beaucoup d'Israéliens se sentent mal quand ils voient ce qui se passe à Gaza, quand ils voient les *check-points* en Cisjordanie, même quand on

parle des discriminations envers notre propre minorité arabe. Mais ensuite ils réfléchissent. Et ils se disent : "Aussi grave ou brutal que cela puisse être, ce n'est tout de même pas les chambres à gaz !" », le traumatisme absolu. Ainsi, nous annihilons le traumatisme palestinien au motif qu'il est jugé moins important que le nôtre. On annihile notre propre sensibilité. Par notre monopole de la souffrance. »

L'asservissement d'un autre peuple

Mais revenons à l'an 1948 et à la création de l'Etat d'Israël commencée par une « guerre d'indépendance » dès novembre 1947, quand les jeunes Nations unies adoptèrent un plan de partage de la Palestine entre deux Etats, arabe et juif. Les Palestiniens, forts de leur bon droit et de leur grande majorité démographique, refusèrent ce plan, ce que beaucoup allaient leur reprocher. Pourtant, comme nous le confia en 1994 l'historien israélien Elie Barnavi, « un peuple qui cède sa place volontairement à un autre, ce n'est pas très courant dans l'Histoire. Et ils n'ont pas voulu faire la